

### **Objectifs du projet**

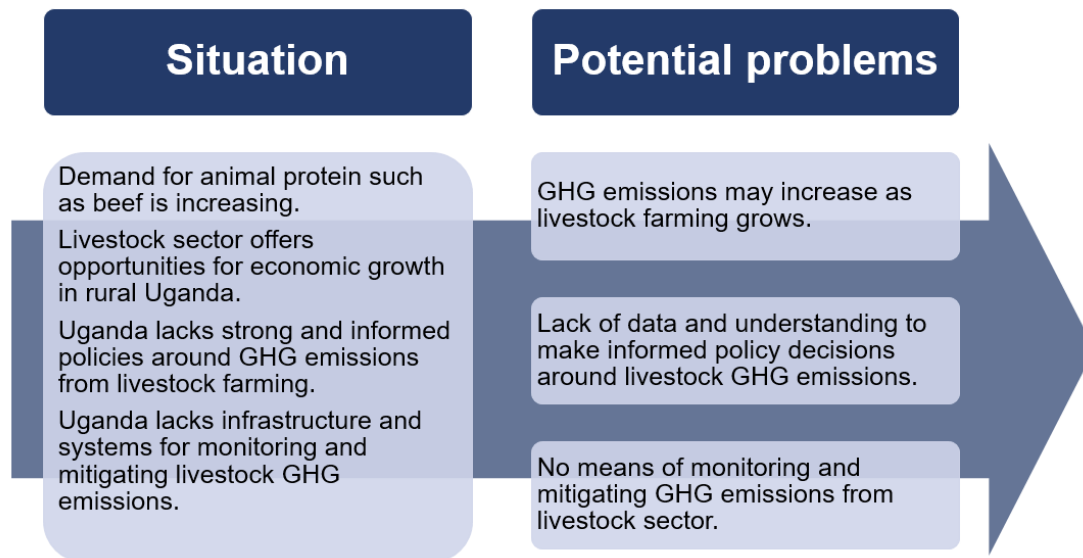
Contribuer à la transformation durable, productive et adaptée au climat des systèmes agricoles et alimentaires en Ouganda. Plus particulièrement, promouvoir l'innovation et l'accès des communautés et institutions rurales aux nouvelles technologies pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et des impacts environnementaux de l'industrie naissante de la viande bovine en Ouganda.



### **Contexte**

L'industrie internationale de la viande bovine fait face à un défi : comment répondre aux demandes croissantes et changeantes de protéines animales émanant des consommateurs tout en limitant les impacts environnementaux et sociaux négatifs ?

La consommation de viande par habitant devrait augmenter dans les décennies à venir, en raison de la croissance de la population, de la hausse des revenus et de la modification des habitudes alimentaires. On s'attend à ce que la demande de viande et de produits laitiers enregistre une croissance de plus de 60 % à l'échelle mondiale, et de plus de 70 % en Afrique subsaharienne. En Ouganda, où l'industrie de la viande bovine contribue de manière significative au système alimentaire national, il est essentiel d'identifier des méthodes de production durables sur les plans économique et environnemental qui soient capables d'apporter une contribution durable à la sécurité alimentaire à long terme. L'industrie ougandaise de la viande bovine a dès lors été identifiée comme une chaîne de valeur prioritaire capable de contribuer à la sécurité alimentaire et d'améliorer le développement économique et l'emploi. Cependant, l'élevage contribue directement et indirectement au changement climatique à travers les émissions de GES. L'infrastructure nationale permettant de suivre et de réduire les émissions de GES en est encore au stade embryonnaire.

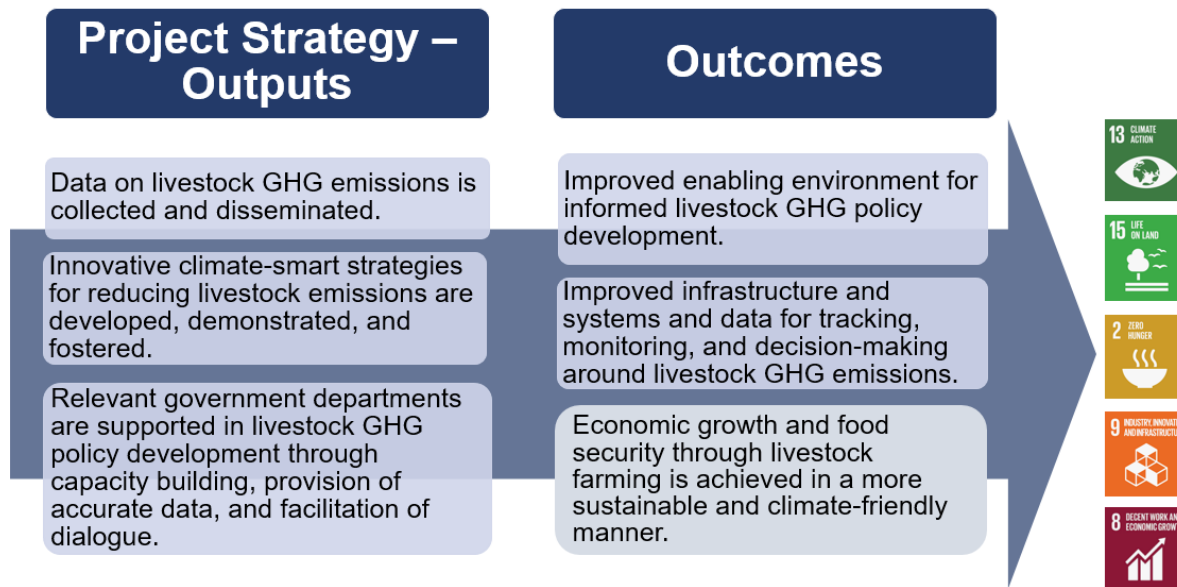


*Modèle de la situation actuelle et des problèmes susceptibles d'en découler*

Le développement de modèles permettant de suivre les émissions de GES – en plus de mesures de contrôle durables du point de vue environnemental – est essentiel dans la lutte contre le changement climatique. Ces mesures aideront à identifier les impacts négatifs de l'industrie croissante de la viande bovine en Ouganda. Le projet SIRGE vise à compléter et enrichir les interventions existantes en collectant des données et en générant des informations qui, à leur tour, amélioreront la précision des calculs des émissions provenant de l'élevage, éclaireront les politiques nationales d'atténuation du et d'adaptation au changement climatique, optimiseront les interventions climato-intelligentes, promouvoir les actions de protection de l'environnement et soutiendront les processus nationaux de compte rendu à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

### **Théorie du changement**

**l'industrie naissante de la viande bovine en Ouganda en appui à une transformation rurale durable**



*Stratégie du projet pour atteindre les objectifs*

Le projet induira un changement positif de diverses manières et soutiendra l'obtention d'une croissance économique rurale et de la sécurité alimentaire tout en limitant les impacts sur l'environnement. Le projet reconnaît la situation existante de l'élevage en Ouganda et répond aux problèmes qui pourraient découler de l'expansion de cette activité, et plus particulièrement à : 1) l'augmentation possible des émissions de GES liées à l'élevage, 2) le manque actuel de données concernant les émissions de GES liées à l'élevage, et 3) l'absence d'une politique gouvernementale forte en matière d'émissions de GES liées à l'élevage.

La théorie du changement du projet soutient qu'il sera remédié à ces problèmes par 1) la collecte, l'analyse et la diffusion de données relatives aux émissions de GES provenant de l'élevage bovin dans les districts cibles de l'Ouganda (et le développement de systèmes et processus visant la poursuite de ces activités après l'achèvement du projet en collaboration avec les agriculteurs, les gouvernements locaux et le ministère ougandais de l'Eau et de l'Environnement) ; 2) l'élaboration et la démonstration de stratégies innovantes et climato-intelligentes visant à réduire ces émissions, y compris la modélisation des meilleures pratiques en collaboration avec des agriculteurs sélectionnés sur des sites d'exploitation climato-intelligents (ces pratiques peuvent inclure un changement de l'alimentation du bétail afin de réduire les émissions et des méthodes climato-intelligentes de gestion des pâturages en vue d'augmenter le potentiel de séquestration du carbone des pâturages) ; et 3) le soutien des agences nationales (comme le Climate Change Department) pour le développement de cadres politiques et de compte rendu adaptés (contributions déterminées au niveau national (NCD), rapports biennaux de mise à jour (BUR), communications nationales (NC)) par le biais d'un renforcement des capacités, de la fourniture de données précises et de la facilitation du dialogue avec les agences internationales et régionales compétentes.

Dans la mesure du possible, les activités seront participatives de nature et impliqueront des représentants de groupements paysans ainsi que du gouvernement local et du Climate Change Department (CCD, Département du changement climatique) placé sous l'égide du ministère ougandais de l'Eau et de



l’Environnement (MWE). La logique du projet soutient par ailleurs que ces stratégies et activités amélioreront l’environnement propice à l’élaboration de politiques pertinentes et stimuleront le développement d’une politique forte, et que les stratégies entraîneront également une croissance économique à long terme plus durable et plus respectueuse du climat dans l’Ouganda rural.

Les principaux risques du projet SIRGE sont : 1) coordination et capacité institutionnelles insuffisantes, l’agriculture étant l’un des plus importants secteurs en Ouganda et étant confrontée au défi de devoir coordonner ses activités entre 13 ministères et agences ; 2) reconnaissance limitée du besoin d’action climatique par les parties prenantes de l’industrie de l’élevage bovin ; 3) manque de volonté politique de répondre au besoin d’une approche holistique pour examiner et/ou guider le processus de modernisation agricole.

### **Principales activités**

Les principales activités du projet SIRGE sont les suivantes :

#### Collecte de données

1) Collecte de données et mesure précise des émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant du bétail dans des conditions de pâturage à l’aide de données ventilées par sexe ; 2) utilisation de calculs des émissions de méthane historiques à partir de données satellitaires afin de sélectionner des sites pour une analyse plus précise des émissions de méthane à l’aide de drones ; 3) visites répétées de collecte de données sur les sites au cours de la période initiale de capture de données et combinaison des données avec les statistiques relatives au cheptel bovin afin d’améliorer la variable du méthane en fonction de la chaleur et de la saisonnalité.

#### Analyse et modélisation des données

1) Caractérisation et inventaire des émissions de GES provenant de l’élevage ; 2) analyse du rôle de la gestion des pâturages/parcours sur la séquestration du carbone dans les pâturages et les régions productrices d’aliments pour animaux ; 3) développement et diffusion d’un modèle prévisionnel durable et accessible pour les émissions de GES provenant de l’élevage.

#### Soutien des pratiques d’atténuation et climato-intelligentes au niveau des exploitations

1) Mise à l’échelle et appui sur les interventions du projet MOBIP (Developing a Market Oriented and Environmentally Sustainable Beef Meat Industry in Uganda, Développer une industrie de la viande bovine orientée sur le marché et durable sur le plan environnemental en Ouganda) visant à atténuer les gaz à effet de serre par un élevage amélioré ; 2) modélisation des pratiques climato-intelligentes et sensibilisation aux meilleures pratiques innovantes et efficaces de méthodes d’alimentation des ruminants et d’amélioration génétique qui réduisent les émissions de méthane du cheptel bovin ; 3) facilitation des liens avec des projets existants portant sur la participation et la représentation des femmes et des jeunes dans les pratiques agricoles climato-intelligentes qui réduisent les émissions de GES.

#### Facilitation de l’élaboration de politiques pour un élevage climato-intelligent

1) Soutien de la participation gouvernementale via le ministère ougandais de l’Eau et de l’Environnement (MWE) aux dialogues régionaux et internationaux sur la mise en œuvre de cadres de coordination de l’élevage et le développement de systèmes de mesure, de notification et de vérification (MNV) ; 2)



renforcement des capacités et sensibilisation des décideurs politiques et des acteurs clés du secteur aux émissions de GES provenant de l'élevage.

**Organisation :**

Le projet comporte une série de composants interconnectés, comme décrit ci-dessus. Les différents partenaires et prestataires de services du consortium seront impliqués plus ou moins étroitement dans différents composants du projet, mais ACTED demeurera l'agence principale en charge de la coordination de la mise en œuvre du projet, en collaboration avec le partenaire de consortium AgriTechTalk-Africa. Le projet sera mis en œuvre en association avec le Département du changement climatique (CCD), placé sous l'égide du ministère ougandais de l'Eau et de l'Environnement (MWE), et quatre prestataires de services seront engagés pour fournir des services en lien avec les composants spécifiques du projet. Par exemple, un prestataire de services spécifique ayant une expertise dans le domaine des technologies de télédétection dirigera le composant « collecte de données par satellite et par drone » du projet. Des contrats de services spécialisés sont envisagés pour ces prestataires de services. Les quatre prestataires de services (voir ci-dessous) ont été intensivement consultés durant la formulation de la proposition et ont contribué à la formulation et à l'élaboration du document de proposition de projet.

**Le comité directeur de projet (CDP)** sera chargé de prendre des décisions de gestion par consensus lorsqu'un encadrement par le(s) chef(s) de projet sera requis, y compris la formulation de recommandations au(x) partenaire(s) de mise en œuvre et l'approbation des plans et révisions du projet. Le CDP sera l'organe directeur du projet et assurera le leadership stratégique et la supervision.

**L'unité technique de projet (UTP) :** une coordination technique, scientifique et de recherche sera assurée au travers de la création d'une unité technique de projet (UTP) sur mesure gérée conjointement par le leader du consortium et le CCD placé sous l'égide du ministère ougandais de l'Eau et de l'Environnement (MWE). Une coordination conjointe du leader du consortium et du MWE/CCD sera nécessaire et déterminante pour la réalisation du projet. Un lien technique et de recherche sera créé et rendu opérationnel avec le National Livestock Resources Research Institute (NaLIRRI), l'Université Makerere (MUK) – Centre for Climate Change Research and Innovation, et le CGIAR/CCAFS. Une collaboration directe sera recherchée avec l'Agriculture Climate Change Task Force.<sup>1</sup>

**Partenaire de mise en œuvre :**

ACTED

**Partenaires :**

Codemandeur : AgriTechTalk-Africa (ATTA)

Associé : Département du changement climatique, ministère ougandais de l'Eau et de l'Environnement (CCD-MWE)

**Prestataires de services :**

Environmental Surveys, Information, Planning and Policy Systems (ESIPPS)

---

<sup>1</sup> La **Climate Change Task Force** (CCTF) a été instaurée par le ministère ougandais de l'Agriculture, de l'Industrie animale et de la Pêche (MAAIF), avec l'encadrement du Département du changement climatique (CCD) du ministère ougandais de l'Eau et de l'Environnement (MWE) et l'assistance technique de la FAO et du PNUD.

Ndege Skies  
Global APRI services (u) limited (APRI)  
National Livestock Resources Research Institute (NaLIRRI)

**Autres parties prenantes clés :**

Université Makerere (MUK), ministère ougandais de l'Agriculture, de l'Industrie animale et de la Pêche (MAAIF – CCTF), éleveurs de bovins, communautés agropastorales, associations/organisations communautaires, dont la Uganda Meat Producers Cooperative Union (UMPCU), agriculteurs commerciaux, leaders communautaires, districts faisant office de corridors du bétail, jeunes et femmes.

**Localisation :** Ouganda : districts de Mbarara et Nakasongola.

**Financement et cofinancement :**

UE	2 000 000 €
Cofinancement	200 000 €
Budget total	2 200 000 €

**Durée**

Trois ans (1<sup>er</sup> janvier 2021 – 31 décembre 2023).

